

**" Des salaires décents et une justice sociale sont essentiels pour un semestre européen juste", déclarent les S&D**

---

26/02/2019

Les socialistes et démocrates au Parlement européen ont soutenu aujourd'hui, des recommandations visant à améliorer le semestre européen d'un point de vue social. L'examen annuel de la croissance 2019 (AGS) fait partie du Semestre européen pour la coordination des politiques économiques et définit ce que la Commission considère comme les priorités économiques de l'UE, ainsi que des orientations politiques pour les États membres. Les S & D estiment que les orientations de la Commission sont encore trop étroitement axées sur l'assainissement budgétaire et des réformes structurelles qui ignorent les conséquences sociales de ces dernières années, alors que nous devrions nous concentrer sur l'amélioration des salaires, la qualité de l'emploi et la protection de nos systèmes de protection sociale pour le futur.

Maria Arena, négociatrice S & D sur ce dossier a déclaré:

« Je suis contente du résultat d'aujourd'hui. Les citoyens européens méritent des recommandations meilleures et plus progressistes de la part de la Commission. Le groupe S & D a réussi à pousser le rapport voté aujourd'hui dans la bonne direction. J'espère que, de cette manière, que nous pourrons concentrer davantage la commission sur les éléments les plus importants: répartition équitable de la richesse, négociations collectives constructives, salaires décents et pensions décentes. "

Agnes Jongerius, coordinatrice S & D pour l'emploi et les affaires sociales, a ajouté:

« Le signal que nous donnons aujourd'hui est que le semestre européen ne peut pas ignorer les personnes occupant des emplois précaires et atypiques. Les effets sociaux de la récession passée se font encore sentir chaque jour et par trop de citoyens européens. Maintenant que le pire de la crise est derrière nous, Bruxelles devrait informer les États membres du renforcement de leurs systèmes de protection sociale et de la réduction des inégalités - et non de nouvelles mesures fiscales frappant plus durement les plus vulnérables. C'est pourquoi la position que nous avons adoptée aujourd'hui est importante. "